**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL D'ANNESE ET BEAULIEU
SEANCE DU 9 AVRIL 2024**

Nombre de conseillers en exercice : ..14

Présents : 12

Votants : 13

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf avril à 20 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni à la Mairie d'Annesse-et-Beaulieu sur la convocation de Monsieur le Maire du 2 avril 2024.

ETAIENT PRESENTS : Philippe Perperot, Christophe Charles, Sandrine Bisson, Françoise Georgevail, Armelle Léger, Marie-Jocelyne Senemaud, Stéphan Picaglia, Vincent Marty, Patrick Jayat, Marie-Laure Alarcon, Jérôme Barbut, Sabine Lapouge

ABSENT, EXCUSÉ :

Cyril Boulley

Eric Hartel a donné pouvoir à Christophe Charles

SECRETAIRE DE SEANCE : MARIE LAURE ALARCON

*****

APPROBATION A L'UNANIMITE ET SIGNATURE DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 4 MARS 2024

RAJOUT DE 2 POINTS A L'ORDRE DU JOUR (accepté à l'unanimité par l'ensemble du Conseil) :

Modification des tarifs de cantine et garderie

Souscription d'un emprunt auprès de l'Agence France Locale

VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2024

N° 2024-04-01

Le Maire informe l'assemblée que la compensation de la perte des ressources des communes au titre de la taxe d'habitation est compensée par un versement de la part de taxe foncière sur les propriétés bâties du Département.

Il rappelle que le taux de la TFBP de notre commune en 2020 était de 17,89 % auquel s'ajoute pour 2021 le taux de la TFNB du Département qui s'élève à 25,98 % soit un total de 43,87 %.

Il rappelle que le Conseil municipal a voté une augmentation de 1 point de la taxe sur le foncier bâti et de 1 point de la taxe sur le foncier non bâti en 2023.

Au vu de la situation financière tendue de la Commune, il propose une revalorisation des taux de 2 points pour la taxe sur le foncier bâti et la taxe sur le foncier non bâti et une hausse plus limitée en point (+0.54 point) mais égale proportionnellement afin de respecter la règle des liens.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité valide la proposition de M. le Maire et vote les taux ci-dessous :

FONCIER BATI : 46,87 %

FONCIER NON BATI : 73,46 %

TAXE D'HABITATION : 12,73 %

VOTE DU BUDGET PRINCIPAL 2024

N° 2024-04-02

Le Maire présente à l'assemblée le budget principal 2024.

Après examen de chacun des chapitres du budget 2024,

Après en avoir délibéré, l'assemblée adopte à l'unanimité le budget principal 2024 qui s'équilibre en recettes et en dépenses ainsi :

- section fonctionnement : 1 282 560.49
- section investissement : 653 258.74

PROJET DE RENOVATION ENERGETIQUE DU BÂTIMENT DE LA MAIRIE

Le Maire confirme que l'assemblée sera consultée avant tout engagement du projet. Le projet reste soumis à l'obtention des subventions demandées.

SPLA ISLE MANOIRE : AUGMENTATION DU CAPITAL ET RENONCIATION AU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

N° 2024-04-03

La Société Publique Locale d'Aménagement Isle Manoire a été créée le 03/10/2012 avec pour objet de réaliser pour le compte de ses actionnaires toute opération d'aménagement définie à l'article 300-1 du Code de l'Urbanisme :

- mettre en œuvre un projet urbain, une politique de l'habitat ;
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- réaliser des équipements collectifs ;
- lutter contre l'insalubrité ;
- permettre le renouvellement urbain ;
- sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Outre la réalisation de toute opération d'aménagement au sein du Code de l'Urbanisme, la SPLA Isle-Manoire est compétente pour :

- réaliser des études préalables ;
- procéder à toute acquisition et cession d'immeubles en application des articles L.221-1 et L.221-2 du Code de l'urbanisme,
- procéder à toute opération de construction ou de réhabilitation immobilière en vue de réalisation des objectifs énoncés à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme.
- procéder à toute acquisition et cession de baux commerciaux, de fonds de commerce ou de fonds artisanaux dans les conditions prévues au Chapitre IV du Titre Ier du livre II du Code de l'urbanisme.

Le Conseil d'Administration du 20 février 2024 a acté les constats suivants :

- La SPLA depuis sa création a fait preuve de son utilité et de son savoir-faire auprès de 7 communes (6 lotissements terminés comportant 35 lots + 2 lotissements en préparation, prévision 34 lots, soit 8 lotissements pour un total de 69 lots)
- Le fonctionnement bénévole a atteint ses limites, compte tenu des enjeux des 2 nouveaux lotissements mis en chantier (20 et 14 lots)
- Le capital actuel (238.200 €) ne permet plus l'autofinancement basé sur les fonds propres (les 2 nouveaux lotissements vont mobiliser, chacun, jusqu'à 7 à 800.000 €). Il faut, à minima, porter le capital à 500.000 € dans un premier temps et les petites ou très petites communes actionnaires ne peuvent souscrire ces montants.
- La Communauté d'Agglomération du Grand-Périgueux a besoin d'un outil juridique identique à la SPLA Isle Manoire, souple et très réactif, pour ses opérations de développement économique.

Au terme de ce constat, il va être proposé au Conseil communautaire du Grand Périgueux :

- D'intégrer la SPLA Isle-Manoire, afin d'utiliser l'outil juridique pour ses opérations de développement économique, tout en continuant les actions de « maître d'ouvrage délégué » pour les autres communes du Grand-Périgueux qui le souhaitent (une commune déjà membre souhaite réaliser un nouveau lotissement, une autre -non-membre- nous a sollicité)
- De participer à l'augmentation de capital et d'y détenir la majorité des actions

L'opération, pour respecter tant le droit commercial que celui des collectivités locales, doit se réaliser en plusieurs phases :

1 – Le Conseil d'administration de la SPLA Isle-Manoire du 20 février 2024, a voté en faveur :

- de l'augmentation du capital à hauteur de 500.000 €,
- d'ouvrir la souscription à d'autres collectivités locales si les communes membres ne souhaitent pas souscrire
- de proposer que les opérations d'augmentation de capital soient réalisées à la valeur nominale des actions (100 € l'action)
- de renoncer au « droit préférentiel de souscription », pour les communes déjà membres, si elles ne souhaitent pas souscrire après avoir entendu l'avis du Commissaire aux comptes sur la renonciation du droit préférentiel de souscription

2 – Une Assemblée Générale Ordinaire a été prévue au jeudi 18 avril 2024 pour entériner les votes du C.A. et approuver les comptes de gestions 2023

3 – Elle sera suivie d'une **Assemblée Générale Extraordinaire** le même jour jeudi 18 avril 2024 pour entériner les propositions de l'AG ordinaire précédant cette AGE.

4 - A la suite de cette AG extraordinaire, le nouveau C.A. se réunira pour procéder à l'élection de ses instances de direction et décider de son mode de gouvernance.

Entre temps et avant le 18 avril 2024 (date d'approbation de la délibération en Préfecture inclus)

- les 13 communes adhérentes, doivent délibérer en C.M. pour accepter l'augmentation du capital, la renonciation du droit préférentiel de souscription et mandater expressément leur(s) représentant(s) à voter en ce sens lors de l'AG extraordinaire prévue le 18 avril 2024.
- le Grand Périgueux réunira son Conseil communautaire le 28 mars et délibérera sur les propositions évoquées ci-dessus ainsi que sur la désignation de ses représentants au nouveau CA de la SPLA Isle-Manoire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DÉCIDE de donner un avis favorable

- à l'augmentation du capital de la SPLA Isle-Manoire à hauteur de 500.000 €,
- d'autoriser à ouvrir la souscription à d'autres collectivités locales
- d'accepter que les opérations d'augmentation de capital soient réalisées à la valeur nominale des actions (100 € l'action)

RENONCE à souscrire à l'augmentation de capital et à exercer son « droit préférentiel de souscription »,

MANDATE M. Philippe PERPEROT, Maire pour voter en ce sens lors des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires à venir.

ADHESION AU GROUPE AGENCE FRANCE LOCALE ET ENGAGEMENT DE GARANTIE

PREMIERE DEMANDE

N° 2024-04-04

Vu l'article L. 1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article D. 1611-41 du Code général des collectivités territoriales

Vu le livre II du code de commerce,

Vu le Code général des collectivités territoriales (le CGCT) et notamment son article L. 1611-3-2 et son article D.1611-41 ;

Vu les annexes à la présente délibération ;

Entendu le rapport présenté par M. le Maire ;

Vu la note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération visée à l'article D. 1611-41, 3° du CGCT et précisant l'effectivité du respect des critères mentionnés à l'article D. 1611-41° du CGCT figurant en Annexe ;

Après avoir constaté qu'elle respecte effectivement les critères mentionnés à l'article D. 1611- 41 du code général des collectivités territoriales ; et

Après en avoir délibéré ;

Le Conseil municipal décide, à l'unanimité :

1. d'approuver l'adhésion de la commune d'Annesse-et-Beaulieu à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;

2. d'approuver la souscription d'une participation au capital de l'Agence France Locale – Société Territoriale d'un montant global de **3 600** euros (l'ACI) de la commune d'Annesse-et-Beaulieu, établi sur la base des Comptes de l'exercice (**2022**) :

- en incluant le budget principal : oui
- en excluant les budgets annexes suivants : aucun
- en incluant les budgets annexes suivants : tous
- Encours de dette Année (2022) : 392 039 EUR

3. d'autoriser l'inscription de la dépense correspondant au paiement de l'ACI au chapitre 26 [section Investissement] du budget de la commune d'Annesse-et-Beaulieu ;

4. d'autoriser le Maire à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale en 3 fois soit :

Année 2024 : 1200 Euros

Année 2025 : 1200 Euros

Année 2026 : 1220 Euros

5. d'autoriser le Maire à signer le contrat de séquestre si ce compte devait être ouvert pour le versement des tranches d'apport en capital ;

6. d'autoriser le Maire à signer l'acte d'adhésion au Pacte d'actionnaires ;

7. d'autoriser le Maire à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de la commune d'Annesse-et-Beaulieu à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;

8. de désigner Philippe Perperot, en sa qualité de Maire, et Sandrine Bisson, en sa qualité d'adjointe au Maire en charge des finances, en tant que représentants titulaire et suppléant de la commune d'Annesse-et-Beaulieu à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale ;

9. d'autoriser le représentant titulaire de la commune d'Annesse-et-Beaulieu ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (Conseil

d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, Conseil de Surveillance, Conseil d'Orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;

10. d'octroyer une garantie autonome à première demande (ci-après « la Garantie ») de la commune d'Annesse-et-Beaulieu dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les Bénéficiaires) :

- le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2024 est égal au montant maximal des emprunts que la commune d'Annesse-et-Beaulieu est autorisé(e) à souscrire pendant l'année 2024,
- la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la commune d'Annesse-et-Beaulieu pendant l'année 2024 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,
- la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et
- si la Garantie est appelée, la commune d'Annesse-et-Beaulieu s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de cinq jours ouvrés ;
- le nombre de Garanties octroyées par le Maire au titre de l'année 2024 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et sous réserve que le montant maximal de chaque Garantie soit égal au montant tel qu'il figure dans l'engagement de garantie.

11. d'autoriser le Maire *ou son représentant*, pendant l'année 2024, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la commune d'Annesse-et-Beaulieu, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexe ;

12. d'autoriser le Maire à :

- i. prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par la commune d'Annesse-et-Beaulieu aux créanciers de l'Agence France Locale bénéficiaires des Garanties ;
- ii. engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;

13. d'autoriser le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

MODIFICATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN AGENT : SUPPRESSION ET CREATION D'EMPLOIS AU TABLEAU DES EFFECTIFS

N° 2024-04-05

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation ;
Vu les décrets n° 2016-604 et 2016-596 du 12 mai 2016 relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;
Vu notamment l'article 34 de la loi précitée,
Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide, à l'unanimité :

- la suppression au tableau des effectifs de la collectivité d'un poste d'adjoint technique territorial à 30 heures hebdomadaires et la création d'un poste répondant à un besoin permanent d'adjoint technique territorial à 32 heures hebdomadaires au motif d'augmentation du temps nécessaire pour la mise en place et le suivi du plan alimentaire territorial.

- la présente modification du tableau des effectifs prend effet à compter du 1^{er} mai 2024, et justifiera l'inscription des crédits nécessaires au budget de la commune.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

VENTE D'UN TERRAIN COMMUNAL

N° 2024-04-06

Le Maire indique que la Commune est propriétaire d'une parcelle située 8 Impasse de la Sapinière, référence cadastrale AR 0692 qu'elle pourrait en partie vendre.

La surface à vendre serait d'environ 1600 m².

Après en avoir délibéré, l'assemblée à la majorité (abstention de Sandrine Bisson) :

- donne son accord de principe sur la vente d'une partie de la parcelle AR 0692
- autorise le Maire à saisir un géomètre pour borner la partie cessible
- autorise le Maire à négocier le prix avec de futurs acquéreurs

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA CANTINE ET DE LA GARDERIE PERISCOLAIRE

N° 2024-04-07

Le Maire rappelle la délibération du 26 juin 2023 fixant les tarifs de la cantine et de la garderie périscolaire.

Sur proposition de la Commission vie communale, éducative, associative et citoyenne, il propose une augmentation de 8 % des tarifs du périscolaire et une tarification à la séance concernant les repas à la cantine scolaire.

Il propose de modifier les tarifs tels que suit :

Cantine scolaire :

Tranche quotient familial	A la séance pour les inscrits à l'année	A la séance pour les repas exceptionnels
0-622	2.55	3.05
623-1000	2.90	3.40

1001-1400	3.30	3.80
NC(non connu) et >1400	3.50	4.00

Les parents doivent inscrire leur(s) enfant(s) en début d'année scolaire.
Le repas des agents et professeurs d'école est fixé à 4,50 €.

Garderie périscolaire :

Tranche quotient familial	A la séance	Forfait à partir de la 7 ^{ème} séance
0-622	2.70	17
623-1000	2.90	30.50
1001-1400	3.10	41.5
NC (non connu) et >1400	3.30	52.5

Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) : gratuit

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- valide les tarifs de la cantine, de la garderie périscolaire et du CLAS proposés,
- dit que ces nouveaux tarifs s'appliqueront à compter de la rentrée scolaire de septembre 2024

SOUSCRIPTION D'UN EMPRUNT AUPRES DE L'AGENCE FRANCE LOCALE

N°2024-04-08

M. le Maire rappelle que pour procéder aux investissements de l'exercice 2024, il est opportun de recourir à un prêt long terme d'un montant de 70 000 Euros.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des différentes offres, après avoir pris connaissance en tous ses termes de l'offre établie par l'Agence France Locale, Société Anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire, dont le siège social est situé 112 Rue Garibaldi, 69006 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 799 379 649, et après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité d'autoriser M. Philippe PERPEROT, Maire, à signer le contrat de prêt avec l'Agence France Locale selon les caractéristiques suivantes :

Article 1 : Principales caractéristiques du prêt

- Montant du contrat de prêt : 70 000 EUR (Soixante-dix mille Euros)
- Durée Totale : 20 ans
- Mode d'amortissement : Echéances constantes trimestrielles
- Taux Fixe : **3.70%**
- Base de calcul des intérêts : Base 30/360
- Commission d'engagement : Néant
- Frais de dossier : Néant

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

M. Philippe PERPEROT, Maire, est autorisé à signer le contrat de prêt et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, à toutes formalités, à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Ont été successivement abordés les points suivants :

ELECTIONS EUROPEENNES

Le Maire rappelle que les élections européennes se tiendront le 9 juin prochain. L'organisation matérielle de ces élections est en cours.

REPARATION DU MOTEUR DE LA GABARRE – SAINT MARTIAL D'ARTENSET

Le Maire indique que la Commune de St Martial d'Artenset l'a informé que l'association qui gère le site du moulin du Douellas et la Gabarre va solliciter une participation des communes du Pays de l'Isle pour la réparation du moteur de la gabarre.

URBANISME

Le Maire indique avoir rencontré Mme Labeyrie, propriétaire de terrains à Gravelle (zone 1AU du PLUI) qui envisage l'aménagement d'un lotissement et est disposée à céder une petite partie de sa parcelle à la Commune pour la création d'un chemin.

VOL D'EAU

La Commune a constaté une très importante consommation d'eau au compteur des terrains de tennis en l'absence de fuites. Des vols répétés conduisent la Commune à fermer et sécuriser le compteur. L'eau n'est pas une ressource gratuite et le Maire fait appel au comportement civique de tous.

EXPLOITATION FORESTIERE

L'assemblée communale émet un avis favorable à l'exploitation forestière d'un bois communal. Les pins en fin de vie seront coupés. Le gain de cette exploitation servira à la replantation de nouveaux arbres et à la gestion des parcelles naturelles appartenant à la Commune.

RECENSEMENT DE LA POPULATION DE JANVIER 2023 :

Avec 1529 habitants recensés, le Maire annonce une hausse brute de 77 habitants depuis le recensement de 2017. Ainsi la population municipale s'élève à 1445 habitants et la population totale à 1490 habitants au 1^{er} janvier 2024. L'ajustement annuel à la hausse de la population devrait permettre à la commune d'atteindre les 1500 habitants d'ici peu. Le Maire rappelle que cette augmentation de la population a un impact sur le montant des dotations de l'Etat et financements divers.

*****

Séance levée à 22 h 10

Nom Prénom	Signature	Nom	Signature
PERPEROT Philippe		LAPOUGE Sabine	
ALARCON M. Laure		PICAGLIA Stephan	
BOULLEY Cyril	Absent	MONNET Armelle	
BISSON Sandrine		BARBUT Jérôme	
CHARLES Christophe		SENEAUD M. Jocelyne	
GEORGEVAIL Françoise		MARTY Vincent	
JAYAT Patrick		HARTEL Eric	Absent (pouvoir Christophe Charles)